

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 930<sup>e</sup>  
SÉANCE

Mardi 19 novembre 1963,  
à 10 h 55

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
Organisation des travaux de la Commission . . .	323
Point 33 de l'ordre du jour:	
Développement économique des pays sous-développés (suite):	
b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (suite) . . . . .	323
c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales . . . . .	326
a) Planification en vue du développement économique: rapport du Secrétaire général . .	328

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

### Organisation des travaux de la Commission

1. Le PRÉSIDENT, se référant à l'alinéa b du paragraphe 5 de sa note sur l'organisation des travaux (A/C.2/L.750), demande aux orateurs inscrits d'être prêts à prendre la parole sur un projet de résolution, dès la première séance où la Commission en abordera l'examen. Comme la Commission doit examiner encore 12 projets de résolution et qu'il ne lui reste que 20 séances, le Président fait appel à la coopération de tous pour éviter les causes de retard.

### POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5532) [suite]:

b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (E/3781, annexe VIII; A/5503; chap. IV; A/5534 et Add.1 et 2, A/5535 et Add.1 à 5, A/C.2/221, A/C.2/L.740 et Add.1 et 2) [suite]

2. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) dit que, depuis la seconde guerre mondiale, la Nouvelle-Zélande a dû s'efforcer de plus en plus de moderniser son économie, grâce à la création d'un secteur industriel fondé sur une base solide. Les événements qui se sont déroulés en Europe occidentale ces dernières années ont encore incité son pays à intensifier ses efforts dans le domaine de l'industrialisation. Jusqu'à présent, pour des raisons économiques et techniques, la Nouvelle-Zélande n'avait pas été en mesure de créer une industrie lourde. Cependant, depuis deux ans, le gouvernement a fait procéder à une enquête approfondie sur la possibilité de créer une industrie sidérurgique qui traiterait les minerais locaux. Le rapport qui vient d'être publié laisse prévoir que la

Nouvelle-Zélande produira du fer et des aciers de haute qualité avant 1966.

3. L'enquête a été entreprise par un organisme mixte composé d'hommes d'affaires et de fonctionnaires, et tous les aspects de la planification ont fait l'objet d'un examen approfondi. La Nouvelle-Zélande a pu bénéficier de conseils techniques provenant de l'extérieur, surtout des États-Unis d'Amérique, et elle n'ignore pas que ces conseils lui resteront nécessaires tout au long du processus de création de l'industrie et pendant la première phase d'exploitation. La propriété des industries sera mixte, le gouvernement ayant une participation minoritaire. Les intérêts étrangers pourront également participer dans une certaine mesure à l'exploitation, mais la direction restera entre les mains de la Nouvelle-Zélande. L'industrie exploitera les ressources naturelles et l'énergie électrique du pays. Elle doit permettre d'économiser, dès la deuxième année, l'équivalent de 5 millions de livres en devises étrangères et 10 millions avant la huitième année. La haute qualité des produits permettra sans doute de les exporter.

4. La Nouvelle-Zélande attache une grande importance aux activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation et participe à un cycle d'études sur la sidérurgie qui se tient actuellement à Prague, sous les auspices du Comité du développement industriel. Elle espère que cette réunion permettra d'utiliser l'expérience d'autres pays dans ce domaine et également de nouer des contacts précieux. On comprend donc l'intérêt qu'il y a pour la Nouvelle-Zélande à coopérer, dans le cadre des Nations Unies, avec les pays en voie de développement et les pays industrialisés, afin de résoudre les problèmes communs et en vue de faciliter le processus d'industrialisation. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande pense, comme le Comité consultatif d'experts sur les activités des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel l'a indiqué au paragraphe 40 de son rapport (E/3781, annexe VIII), que l'Assemblée générale devrait reconnaître explicitement, dans une directive particulière, la responsabilité et les pouvoirs spéciaux de l'ONU en matière de développement industriel. Il est dommage que le projet de résolution (A/C.2/L.740 et Add.1 et 2) ne reconnaisse pas explicitement cette responsabilité spéciale de l'ONU, et les auteurs devraient combler cette lacune. De plus, en ce qui concerne la réorganisation des activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation, il est essentiel d'accorder tout le poids voulu à l'opinion du Secrétaire général; à ce sujet, l'intervention de la délégation mexicaine à la 924<sup>ème</sup> séance contenait des idées fort intéressantes.

5. La délégation néo-zélandaise estime cependant qu'il n'est pas nécessaire de créer une nouvelle institution spécialisée, et elle ne pourrait appuyer un

projet de résolution qui tendrait à la créer. Elle se ralliera donc aux recommandations du Comité consultatif d'experts.

6. Au paragraphe 2 du dispositif, le projet de résolution recommande à l'Assemblée générale de créer une organisation mais n'apporte aucune précision sur sa nature. Cependant, il ne peut s'agir d'un organisme semblable à celui dont les experts ont recommandé la création. En effet, leurs propositions portaient de l'hypothèse que l'organisme disposerait d'une source nouvelle de financement qui pourrait être constituée par des contributions volontaires des gouvernements, mais rien, au stade actuel, ne fournit l'assurance que ces ressources seront disponibles. D'autre part, les déclarations des auteurs permettent de penser qu'eux-mêmes ont des opinions différentes sur la nature de l'organisation. La situation a été encore compliquée par l'amendement du Ghana et de la Nigéria (A/C.2/L.769), qui soulève à nouveau une question ayant fait l'objet de la résolution 1821 (XVII), à savoir s'il convient de confier à une organisation unique la tâche de traiter des problèmes du développement industriel, de l'énergie, etc. La question n'a pas été résolue par les experts. Au stade actuel, on ne peut donc attendre de l'Assemblée générale qu'elle prenne une décision à ce sujet.

7. Si l'on partage l'opinion selon laquelle le cadre institutionnel existant n'est pas entièrement satisfaisant, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il faille créer une nouvelle organisation: on devrait plutôt modifier et améliorer les rouages qui existent déjà. La délégation néo-zélandaise estime qu'il importe avant tout de mettre les Nations Unies en mesure d'entreprendre les travaux mentionnés aux paragraphes 30 et 31 du rapport du Comité consultatif d'experts, c'est-à-dire d'établir un réseau de contacts sur place avec les autorités nationales responsables en matière d'industrialisation. Il faudrait pour cela disposer à la fois de temps et de ressources. La forme à donner au nouvel organisme dépendra des besoins et des moyens et sa structure pourra évoluer en fonction de ces éléments.

8. Au paragraphe 23 de son rapport, le Comité consultatif d'experts a souligné que les ressources ne sont pas à la mesure de l'œuvre à accomplir. Cela est mentionné dans le préambule du projet de résolution, mais aurait dû l'être également dans le dispositif. La délégation néo-zélandaise estime que si le Centre de développement industriel peut disposer d'un volume de ressources en expansion régulière il pourra développer progressivement ses activités, dans le cadre de l'ONU, et sa structure finale correspondra en somme à la formule envisagée par le Comité consultatif. Bien entendu, le Centre devrait continuer à être dirigé par un commissaire actif, auquel le Secrétaire général accorderait des pouvoirs accrus. On peut se demander s'il est raisonnable de soutenir que le budget ordinaire de l'ONU ne doit pas augmenter. Certes, la plus stricte économie est de rigueur, mais une question aussi importante que celle de l'industrialisation exige, si elle doit être résolue dans le cadre de l'ONU, que les ressources utilisées soient en accroissement régulier, ce qui implique presque à coup sûr une augmentation du budget total.

9. Pour terminer, M. Bolt dit que, de l'avis de la délégation néo-zélandaise, il serait intéressant d'organiser un colloque international ou des colloques régionaux sur des problèmes aussi importants que ceux de l'industrialisation.

10. M. SOLODOVNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que les débats ont révélé l'intérêt sans cesse croissant que l'ensemble des pays en voie de développement portent au problème de l'industrialisation. Comme l'a déclaré le Ministre des relations extérieures du Brésil dans son intervention à l'Assemblée générale (1208ème séance plénière), l'industrie constitue le secteur le plus dynamique de l'économie, celui qui permet de diversifier la production et d'élever le niveau de vie. Les pays en voie de développement ont donc besoin de mettre sur pied une industrie vigoureuse qui leur permettra de rattraper leur retard dans le domaine économique, dernier vestige du colonialisme et de l'impérialisme économique. Du reste, l'intervention du représentant de la République arabe unie à la séance précédente confirme la justesse de cette thèse, et les Nations Unies devront intensifier leurs efforts pour aider les pays en voie de développement à accéder à une indépendance économique réelle, grâce à une industrie puissante et diversifiée.

11. Cette opinion se trouve également partagée par le Comité consultatif d'experts, qui, dans son rapport, a attiré l'attention sur l'importance du développement industriel pour faciliter les progrès des pays en voie de développement. Cependant, bien que la question soit examinée depuis plusieurs années dans le cadre de l'ONU, il est regrettable que l'unanimité n'ait pu se faire sur tous les éléments du problème. Il faudra donc poursuivre l'examen, tant dans le cadre de l'ONU qu'au dehors, afin d'aboutir à un accord sur l'ensemble des mesures radicales qui s'imposent, tout spécialement sur le plan institutionnel.

12. Au paragraphe 89 du rapport sur sa troisième session (E/3781), le Comité du développement industriel a défini l'industrialisation comme étant un processus de développement économique qui mobilise une part sans cesse croissante des ressources nationales pour réaliser une structure économique interne diversifiée et faisant appel à des techniques modernes, caractérisée par un secteur d'industries manufacturières dynamique, qui fournit les moyens de production et les biens de consommation susceptibles d'assurer à l'ensemble de l'économie un taux de croissance élevé et de faire progresser le domaine économique et social. D'après le Comité, le Centre de développement industriel devrait consacrer l'essentiel de ses activités à développer le secteur des industries manufacturières. La délégation de l'URSS n'approuve pas entièrement cette définition, mais a accepté de l'utiliser pour les travaux. Dans ces conditions, le développement industriel devrait recevoir priorité dans les programmes de développement. C'est également ce qu'a déclaré la délégation roumaine à la séance précédente. Il est étonnant de constater que certaines délégations donneraient encore priorité à la fabrication de biens de consommation. L'exemple de l'URSS prouve cependant la nécessité de bâtir le développement d'un pays sur une puissante industrie lourde, et c'est pourquoi de nombreux pays en voie de développement mettent l'accent sur la création d'une industrie productrice de biens d'équipement.

13. On pourrait se demander si les Nations Unies ont accordé à l'industrialisation toute l'attention voulue. Le rapport du Comité consultatif d'experts révèle que l'effort fait n'a pas été à la mesure de l'œuvre à accomplir. La délégation de l'URSS partage les appréhensions du Comité et estime que le Fonds spécial et les institutions spécialisées n'accordent

pas suffisamment d'attention au problème de l'industrialisation. Il est particulièrement significatif de constater que 8 p. 100 seulement des ressources disponibles pour l'assistance technique sont affectés à l'industrialisation. Cela révèle à quel point le fonctionnement des activités d'assistance laisse à désirer.

14. Les pays socialistes, quant à eux, consacrent des ressources très importantes à l'assistance aux pays en voie de développement et les aident à créer leurs industries. C'est ainsi que l'URSS accorde à 23 nouveaux Etats une aide technique pour la formation du personnel et une assistance financière pour l'achat d'équipement. Elle contribue en outre à la création de 480 entreprises industrielles, parmi lesquelles 20 entreprises sidérurgiques, 23 usines de construction de machines, 7 raffineries, 17 centrales électriques et 12 installations minières. Bien entendu, l'assistance du Gouvernement soviétique ne comporte aucune contrepartie dans le domaine politique. Cette aide répond aux aspirations des pays en voie de développement et correspond à leurs moyens. Les prêts sont à très faible intérêt, de longs délais de paiement sont accordés et les règlements s'effectuent au moyen de livraisons de marchandises produites par le pays bénéficiaire. Enfin, la totalité des nouvelles entreprises demeure la propriété dudit pays. Lors d'une séance précédente, on a parlé d'"investissements de l'URSS". L'URSS n'effectue pas d'investissements à l'étranger et l'assistance des pays socialistes ne comporte aucune contrepartie.

15. Convaincue que les activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation ne répondent pas aux besoins, la délégation de l'URSS est favorable à l'intensification des efforts dans ce domaine. La délégation de l'URSS appuie les propositions tendant à poursuivre l'étude des possibilités de créer une nouvelle institution spécialisée et à examiner très soigneusement les programmes du Fonds spécial et du Bureau de l'assistance technique afin d'accorder à l'industrialisation la priorité voulue; il faudrait sans doute que 30 à 40 p. 100 au moins des ressources soient consacrés à l'industrialisation. La délégation de l'URSS estime indispensable que la décision importante relative à un nouvel organe soit précédée d'une étude approfondie de la structure et des fonctions de l'organisation à créer.

16. M. GHAS (Afghanistan) souligne que le projet de résolution sur l'action dans le domaine du développement industriel vise essentiellement à assurer le renforcement de l'action des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Comme le prouvent les conclusions du Comité consultatif d'experts, il subsiste de graves lacunes dans les activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine. Le problème doit être envisagé sous l'angle institutionnel, puisqu'il n'existe pas, dans le cadre des Nations Unies, d'organisation s'occupant spécialement du développement industriel qui fournirait des renseignements et des avis aux pays en voie de développement.

17. M. Ghaus rappelle qu'à sa 920ème séance la Deuxième Commission a adopté un projet de résolution sur le rôle des brevets dans le transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement (A/C.2/L.736). Mais ce rôle, bien que très important, n'est pas suffisant: les pays industrialisés ont à leur disposition des connaissances techniques touchant les procédés et l'équipement

industriels que les brevets ne couvrent pas. L'organisation dont la création est proposée serait notamment chargée d'assurer le transfert de cette somme de connaissances aux pays qui en ont actuellement le plus besoin pour donner à leurs programmes d'industrialisation une base rationnelle et viable.

18. Pour ces raisons, la délégation afghane a tenu à figurer parmi les auteurs du projet de résolution; elle espère que les mesures proposées permettront de remédier aux insuffisances actuelles du système institutionnel des Nations Unies en ce qui concerne le développement industriel.

19. M. GUILLEN CASTAÑON (Guatemala) est heureux de l'initiative prise par les auteurs du projet de résolution. Il importe que l'ONU soit en mesure d'aider efficacement les pays sous-développés à établir des plans d'industrialisation à l'échelon national. Toutefois, la délégation guatémaliennne voudrait exprimer certaines réserves quant aux mesures proposées.

20. Le Guatemala fait partie du marché commun des pays d'Amérique centrale, qui est actuellement en pleine expansion et qui représente un premier pas vers la constitution, souhaitée par tous les pays intéressés, d'un marché commun latino-américain. Les plans relatifs à la création d'un marché commun latino-américain ont été établis avec l'aide d'experts de l'ONU, et il est évident que l'action des Nations Unies dans ce domaine gagnerait à être intensifiée et élargie.

21. Toutefois, la délégation guatémaliennne partage les doutes déjà exprimés par les représentants du Mexique, d'El Salvador et de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la manière dont le projet de résolution a été conçu. Tout d'abord, on est en droit de se demander si la décision de créer une organisation du développement industriel n'est pas en contradiction avec le processus de décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social, dont traite un autre projet de résolution dont la commission est saisie (A/C.2/L.742/Rev.1). Une décision de cette nature pourrait se traduire par une réduction des activités des commissions économiques régionales. Pour qui connaît le rôle de plus en plus important de ces commissions — de la CEPAL notamment, qui, à l'heure actuelle, participe activement aux travaux concernant la formation d'un marché commun latino-américain —, c'est un risque qu'il convient d'éviter.

22. Le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution recommande au Conseil économique et social d'inviter le Comité du développement industriel à donner pleine priorité à l'examen détaillé des fonctions et de la structure de l'organisation en question. Cette proposition prouve l'importance que les auteurs du projet accordent aux travaux du Comité, et l'on est en droit de se demander s'il ne suffirait pas, au stade actuel, d'élargir le mandat de cet organe et de renforcer ses activités pour atteindre les objectifs fixés. D'ailleurs, s'il était décidé de créer une institution spécialisée, l'avenir du Comité du développement industriel poserait un problème complexe et difficile à résoudre.

23. Le paragraphe 4 du dispositif prie le Secrétaire général d'entamer des consultations avec les Etats Membres et les organes compétents sur l'utilité d'organiser un colloque international portant sur les problèmes de l'industrialisation des pays en voie de

développement. Normalement, cette initiative devrait revenir à l'organisation dont la création est proposée. Il y a là une contradiction qui a probablement échappé aux auteurs.

24. En conclusion, si la délégation guatémaliennne reconnaît les lacunes institutionnelles actuelles, elle n'est pas disposée à appuyer le projet de résolution sous sa forme actuelle et espère qu'une nouvelle version révisée sera présentée prochainement, qui tiendra compte des observations formulées et des modifications proposées par plusieurs délégations.

c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (E/3786, E/3798, A/5584, A/C.2/L.742/Rev.1)

25. M. TELL (Jordanie) présente le projet de résolution sur la décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales ainsi que du Bureau des Nations Unies à Beyrouth (A/C.2/L.742/Rev.1). Il rappelle qu'il y a quelques années encore la question de la décentralisation des activités donnait lieu à certaines controverses. En 1961, toutefois, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 1709 (XVI), par laquelle elle reconnaissait la nécessité de procéder à une décentralisation progressive des activités de l'ONU dans les domaines économique et social. Lors de sa dix-septième session, dans la résolution 1823 (XVII), elle a défini les principes à suivre à cette fin. Sur l'initiative du représentant de la République arabe unie, un paragraphe a été ajouté au dispositif de cette résolution, qui recommande au Secrétaire général de continuer à organiser des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et de présenter au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, pour examen, un rapport annuel sur ces réunions.

26. Dans sa résolution 1823 (XVII), l'Assemblée générale a prié le Comité consultatif pour les questions économiques et budgétaires de lui présenter, à sa dix-huitième session, des recommandations concernant les nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour donner suite aux décisions de l'Assemblée sur la décentralisation des activités de l'ONU. Ce faisant, l'Assemblée générale affirmait non seulement que la politique de décentralisation était une réalité définitivement reconnue, mais aussi que l'exécution de cette politique devait être confiée au Secrétaire général, avec la collaboration des directeurs des départements intéressés et des secrétaires exécutifs des commissions régionales.

27. Le rapport du Secrétaire général sur la réunion des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales (E/3798), tenue en juin 1963 à Genève, précise que la décentralisation a été évoquée à propos de chacun des grands sujets discutés à la réunion. Il souligne que, puisque les programmes régionaux d'assistance technique sont désormais largement décentralisés, les secrétariats régionaux devraient participer activement à la préparation des programmes nationaux et devraient prêter un concours accru aux programmes d'assistance technique des Nations Unies, non seulement pour l'élaboration des projets, mais aussi pour leur exécution. Enfin, les secrétaires exécutifs ont noté que les secrétariats des commissions régionales apportaient une contri-

bution croissante aux programmes du Fonds spécial et au Programme alimentaire mondial. Dans son rapport sur la décentralisation (E/3786), le Secrétaire général résume les éléments fondamentaux de la politique suivie qui visent à tirer tout le parti possible de la connaissance intime qu'ont les secrétariats régionaux des problèmes posés par le développement économique et social dans la région qu'ils desservent. Le projet de résolution soumis à la Commission a essentiellement pour objet de donner suite aux propositions formulées à la réunion des secrétaires exécutifs et de confirmer les éléments fondamentaux définis par le Secrétaire général. Le paragraphe 1 du dispositif prend note des deux rapports du Secrétaire général. Le représentant de la Jordanie tient à souligner à cet égard que les deux rapports ont été approuvés par le Conseil économique et social dans sa résolution 955 (XXXVI).

28. En priant le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de lui présenter des recommandations en ce qui concerne la politique de décentralisation, l'Assemblée générale a pris une décision très judicieuse. Le Comité consultatif est un des organes les plus importants de l'Assemblée générale et ses opinions font autorité. L'Assemblée générale est maintenant saisie de son rapport (A/5584); dans ses conclusions, le Comité reconnaît la validité des mesures proposées par le Secrétaire général et les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et précise que, le processus de décentralisation en étant encore à ses débuts, il reste beaucoup à faire. M. Tell est heureux de constater que la politique adoptée par l'Assemblée générale en matière de décentralisation et les mesures prises pour l'appliquer ont reçu la sanction du Comité consultatif. On peut donc supposer qu'en temps voulu ce dernier recommandera à la Cinquième Commission d'approuver les crédits nécessaires au renforcement des organes régionaux à mesure que se poursuivra le processus de décentralisation.

29. Au paragraphe 25 de son rapport, le Comité consultatif précise qu'il s'abstiendra de formuler des observations sur la répartition des ressources entre le Siège et les commissions économiques régionales tant qu'il n'aura pas pris connaissance de l'étude faite actuellement par le Service organisation et méthodes. Cette attitude est judicieuse et les auteurs du projet de résolution en ont tenu compte dans le paragraphe 8 du dispositif. Ils espèrent qu'à la vingtième session de l'Assemblée générale le Comité consultatif sera en mesure de présenter un rapport qui tiendra compte des résultats de l'étude effectuée par le Service organisation et méthodes.

30. Ainsi, dans le projet de résolution dont elle est saisie, la Commission n'est pas appelée à approuver des politiques nouvelles ou des éléments nouveaux. Il s'agit de prendre note de la procédure suivie dans ce domaine, qui a déjà été approuvée par le Comité consultatif pour les questions économiques et budgétaires.

31. A propos des paragraphes 6 et 7 du projet de résolution, M. Tell rappelle que, aux trente-quatrième et trente-cinquième sessions du Conseil économique et social, certaines délégations ont manifesté le souci que les besoins et les intérêts des Etats Membres qui ne sont membres d'aucune commission économique régionale ne soient pas négligés au cours de la décentralisation des activités économiques et sociales. Ce souci s'exprime au paragraphe 4 de la



résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale. Dans son rapport sur la décentralisation (E/3786), le Secrétaire général a signalé qu'en conséquence un service économique avait été créé dans le cadre de la structure administrative du Bureau régional des affaires sociales pour le Moyen-Orient qui fonctionne à Beyrouth, et il a précisé les fonctions que ce bureau aura à exercer dans le domaine économique.

32. L'Assemblée générale s'est préoccupée à plusieurs reprises des conséquences du renforcement du pouvoir des commissions économiques régionales pour les Etats Membres qui ne font pas partie de ces commissions, ainsi qu'il ressort des résolutions 1708 (XVI), 1709 (XVI) et de la résolution 1823 (XVII) déjà mentionnée. Enfin, à sa trente-sixième session, par sa résolution 955 (XXXVI), le Conseil a invité le Secrétaire général à rechercher les moyens d'élargir les activités économiques et sociales du Bureau des Nations Unies à Beyrouth. Entre-temps, le Bureau de Beyrouth avait été transformé en un bureau économique et social, et son personnel a été renforcé, bien que les effectifs soient toujours insuffisants. Le Secrétaire général a récemment nommé au poste de directeur du Bureau l'ancien directeur d'un des départements de la CEPAL. Le Bureau est maintenant en mesure de fournir une aide aux gouvernements de la région dans les domaines de l'assistance technique et de la planification. Le projet de résolution ne cherche à introduire aucun élément nouveau à cet égard et se borne à proposer que soit poursuivie une activité déjà entreprise. La proposition contenue dans le paragraphe 6 du dispositif s'inscrit dans le cadre de la politique de décentralisation et est conforme aux principes définis par le Conseil dans sa résolution 955 (XXXVI). La création d'un groupe de coordination des activités d'assistance technique au sein du Bureau facilitera l'exécution des programmes.

33. Quant au paragraphe 7, les pays qui, parmi les auteurs du projet, sont le plus directement intéressés par ses dispositions envisagent de le supprimer. En effet, ils ont cru comprendre que le Directeur du Bureau de Beyrouth sera certainement invité à assister aux réunions annuelles des secrétaires exécutifs, en plus des réunions des directeurs du Département des affaires économiques et sociales. Cependant, toute décision quant à l'opportunité de supprimer le paragraphe 7 ne sera prise qu'après consultation des autres auteurs du projet. D'ailleurs, les dispositions contenues dans ce paragraphe sont conformes, elles aussi, à la politique de décentralisation telle qu'elle a été définie au paragraphe 5 de la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée. Le Directeur du Bureau pourra remplir plus efficacement ses fonctions s'il profite de l'expérience acquise par les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et par les hauts fonctionnaires du Département. Dans l'esprit des auteurs, il ne s'agit nullement de lui donner un nouveau titre ou de lui conférer de nouvelles attributions.

34. Il est évident qu'en l'absence d'une coordination des activités et sans des consultations périodiques entre tous les fonctionnaires responsables, la décentralisation perdrait de son efficacité et deviendrait synonyme de désintégration. La décentralisation doit s'opérer dans le cadre général de l'Organisation et sous la responsabilité centrale de celle-ci. C'est dans cet esprit que le paragraphe 7 du dispositif a été inclus dans le projet de résolution.

35. M. Tell est heureux des mesures prises jusqu'à présent par le Secrétaire général pour appliquer la politique de décentralisation. Il exprime l'espoir que les membres du personnel qui seront affectés aux bureaux régionaux seront désormais choisis sur une base géographique aussi large et aussi équitable que possible, et que leurs effectifs seront encore augmentés. Il souligne que les Etats Membres seront tenus au courant des progrès de la décentralisation par les rapports annuels sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et du Directeur du Bureau de Beyrouth, en attendant le rapport d'ensemble que, conformément au paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, le Secrétaire général devra présenter à la vingtième session de l'Assemblée générale, et le nouveau rapport du Comité consultatif pour les questions économiques et budgétaires, qui tiendra compte des résultats de l'étude du Service organisation et méthodes.

36. Le représentant de la Jordanie espère que le projet de résolution sur la décentralisation sera adopté à l'unanimité.

37. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) présente l'amendement de sa délégation (A/C.2/L.762). La délégation ukrainienne, qui est membre de la Commission économique pour l'Europe depuis qu'elle existe, a été conduite à présenter son amendement en raison de la situation née du fait que les résolutions 1518 (XV), 1709 (XVI) et 1823 (XVII) de l'Assemblée générale sur la décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales sont loin d'avoir été appliquées de façon complète pour ce qui est de cette commission.

38. La délégation ukrainienne interprète les résolutions de l'Assemblée générale que M. Boiko a mentionnées comme signifiant que les secrétariats des commissions économiques régionales doivent être renforcés, même si c'est aux dépens du Département des affaires économiques et sociales. M. Boiko fait observer qu'au cours des quatre dernières années, le personnel du Département s'est accru de 90 personnes et compte maintenant 630 fonctionnaires, dont 337 de la catégorie des directeurs ou des administrateurs. L'effectif prévu pour le Département semble d'ailleurs être beaucoup plus important, car le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/5507) sur le projet de budget pour 1964 indique, au paragraphe 120, qu'il y avait, au 30 juin 1963, 114 postes vacants dans le secteur économique et social pour les catégories des administrateurs et des fonctionnaires de rang plus élevé. Cet état de choses n'est nullement conforme à la politique de décentralisation décidée par l'Assemblée générale il y a trois ans, et celle-ci a toutes les raisons d'insister sur l'application des résolutions qu'elle a adoptées à ce sujet.

39. En ce qui concerne la CEE, on n'a pas fait le nécessaire pour donner suite aux résolutions de l'Assemblée. Le secrétariat de cette commission a moins de personnel qu'en 1949, alors qu'elle ne comptait que 18 membres au lieu de 30 et n'avait que trois commissions techniques au lieu de 12. Au cours des dernières années, la CEE a élargi considérablement le cadre de ses activités, notamment en ce qui concerne ses relations avec les commissions économiques des autres régions. Néanmoins, elle est celle des commissions régionales qui a le moins de personnel, et l'accroissement du personnel du Départe-

ment des affaires économiques et sociales a été en partie effectué par des transferts de la CEE vers le Siège. Le représentant de la RSS d'Ukraine a pu se convaincre, en participant aux dernières sessions de la CEE, que son secrétaire exécutif, qui a exposé la situation dans son allocution d'ouverture à la dix-huitième session de la Commission (E/3759, annexe II), a toutes les raisons d'insister, avec plus de vigueur qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, pour qu'on rende à son secrétariat les postes transférés au Siège.

40. Par sa résolution 1519 (XV), l'Assemblée générale a reconnu l'importance du développement des échanges internationaux, en particulier entre pays qui sont dotés de régimes sociaux et économiques différents, et prié le Conseil économique et social de recommander aux commissions économiques régionales de mettre au point de nouvelles mesures pour favoriser la coopération commerciale intra-régionale. Cette demande n'a guère été suivie d'effet. L'une des raisons en est que la CEE, qui réunit des pays effectuant les deux tiers du commerce mondial, n'a pas dans son secrétariat de section pour le développement du commerce. Il importe de mettre fin le plus rapidement possible à cette situation anormale.

41. L'amendement présenté par la délégation ukrainienne tend à faire appliquer, pour la CEE également, la politique de décentralisation des activités économiques et de renforcement des commissions régionales décidée par l'Assemblée générale pour réagir contre la tendance à la centralisation, dont la CEE offre un exemple. En même temps, le représentant de la RSS d'Ukraine attire l'attention des membres de la Commission sur un autre aspect des résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Les résolutions 1518 (XV) et 1709 (XVI) invitent les commissions économiques régionales à renforcer la coopération entre elles. La CEE fait certains efforts pour appliquer ces résolutions. C'est ainsi que de nombreux spécialistes de la métallurgie venus d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Afrique ont participé à un voyage d'étude en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie, en Suède et en URSS, organisé en octobre 1963 par la CEE. Un colloque de métallurgistes se tient actuellement à Prague, sous les auspices de la CEE. En septembre, des spécialistes du logement venus de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont effectué un voyage d'étude en URSS.

42. D'autre part, la CEE, en examinant la situation en Europe, a accordé une attention particulière au développement du commerce entre les membres de la CEE et les pays en voie de développement. Elle a informé les secrétariats des autres commissions régionales qu'elle était prête à donner à des économistes et des statisticiens venus de ces régions des cours de perfectionnement. Quatre cent cinquante et un boursiers ont suivi ces cours en 1962. Le secrétariat a pris en outre des mesures pour assurer une coopération étroite avec le Centre de développement industriel dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement. La CEE a également participé activement à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Enfin, conformément aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social concernant la planification du développement économique, la CEE a créé un centre régional de

projections et de programmation économiques qui doit travailler en coopération avec les centres du Siège et des autres commissions régionales. Ce centre doit notamment s'occuper de rassembler des renseignements détaillés sur la préparation de programmes et de plans économiques à adopter dans les pays membres de la CEE.

43. Le représentant de la RSS d'Ukraine fait remarquer que les travaux de la CEE pourraient être encore plus vastes si cette commission possédait le personnel nécessaire et si les représentants de tous les membres de la CEE prenaient les mesures nécessaires pour appliquer les décisions de l'Assemblée générale. La délégation ukrainienne a constaté une attitude quelque peu différente de la part de certaines délégations occidentales. Lors de la dernière session, elle s'est efforcée de faire adopter les mesures nécessaires pour la décentralisation et le renforcement de la CEE, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale. Les délégations de certains pays occidentaux lui ont répondu qu'elles ne pensaient pas que ces résolutions devaient s'appliquer à la CEE; il n'y a cependant aucune raison d'exclure cette commission. D'autre part, les représentants de certaines puissances occidentales ont parlé d'une manière défavorable des mesures prises par la CEE pour intensifier ses relations avec les autres commissions régionales. L'amendement que propose la délégation ukrainienne mettrait fin à cette situation et permettrait l'application intégrale des résolutions adoptées par l'Assemblée générale. C'est pourquoi M. Boiko demande à toutes les délégations d'appuyer cet amendement.

44. Pour terminer, le représentant de la RSS d'Ukraine attire de nouveau l'attention de la Commission sur l'allocution d'ouverture du Secrétaire exécutif de la CEE à la dix-huitième session de cet organe. Le Secrétaire exécutif a donné à cette occasion une appréciation fort exacte du travail accompli par la CEE et a exposé les problèmes importants que poseront ses activités dans l'avenir.

45. Mme GINOR (Israël) dit que sa délégation fait de sérieuses réserves au sujet de toutes les parties du projet de résolution qui ont trait au Bureau des Nations Unies de Beyrouth. Cette question soulève des problèmes touchant aux principes fondamentaux concernant le droit de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies à ne faire l'objet d'aucune discrimination pour ce qui est de l'accès à un organe quelconque. La délégation israélienne se réserve le droit de revenir plus en détail sur le projet de résolution.

a) Planification en vue du développement économique: rapport du Secrétaire général (A/5533/Rev.1, A/C.2/L.744 et Add.1 à 3)

46. M. SMID (Tchécoslovaquie), présentant le projet de résolution dont sa délégation est coauteur (A/C.2/L.744 et Add.1 à 3), rappelle que l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité, à sa seizième session, la résolution 1708 (XVI) sur la planification en vue du développement économique, qui a ajouté un important champ d'étude aux activités de l'Organisation dans le domaine économique. Il est incontestable que les activités actuelles des Nations Unies dans ce domaine ont eu des résultats positifs. Sur la base de la résolution 1708 (XVI) ont été créés le Centre des projections et de la programmation économiques et les instituts régionaux de planification, et les acti-

vités de l'Organisation dans ce domaine, notamment celles du Conseil économique et social et des commissions économiques régionales, ont été intensifiées. Il convient également d'apprécier le travail accompli par le groupe d'experts qui a été constitué en vertu de cette résolution. On lui doit l'étude intitulée *Planification en vue du développement économique* (A/5533/Rev.1), qui passe en revue les méthodes et les techniques de formulation des plans et des politiques de développement adoptés par des pays ayant des systèmes économiques différents.

47. La planification en vue du développement économique est l'un des principaux domaines d'intérêt des pays en voie de développement, qui s'efforcent d'accélérer leurs progrès économique et social, d'éliminer les défauts structurels de leurs économies et d'améliorer leur position dans la répartition internationale du travail, ainsi que de prendre la part qui leur revient au commerce entre Etats. Les pays en voie de développement savent que, dans leurs efforts, ils ne peuvent compter sur le libre jeu des forces économiques et du mécanisme du marché, mais qu'ils ont besoin de plans de développement pour arrêter leurs politiques et leurs programmes et déterminer l'ordre de priorité qui leur convient. Comme l'ont souligné les experts, la plupart des pays en voie de développement considèrent la planification économique comme le principal instrument qui leur permettra de parvenir à une croissance économique rapide.

48. Il est entendu qu'il appartient aux pays en voie de développement de dresser eux-mêmes leurs plans de développement. Mais on reconnaît également que leurs efforts seront facilités s'ils bénéficient de l'expérience des pays plus avancés.

49. Les résultats obtenus créent les conditions qui permettront d'améliorer et d'intensifier les activités de l'Organisation dans ce domaine. C'est là précisément l'objectif du projet de résolution. Les auteurs estiment que l'amélioration des activités de l'Organisation dans ce domaine est une question importante. Le besoin se fait sentir de donner une formation adéquate au personnel des pays en voie de développement dans le domaine des techniques du développement économique, d'autant plus que les problèmes auxquels se heurtent ces pays sont en réalité plus complexes et difficiles qu'on ne le croyait il y a quelques années.

50. Un autre fait important, qui a été souligné par le groupe d'experts et par le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, est que le commerce et le développement doivent être étudiés dans la même perspective, tant à l'échelon national que sur le plan international. Ces considérations se retrouvent dans le préambule du projet de résolution.

51. Le texte proposé s'explique en grande partie de lui-même. Les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif recommandent à l'Assemblée de faire siennes les résolutions pertinentes du Conseil économique et social, d'accueillir avec satisfaction la création des instituts de planification régionaux et de prendre acte du programme de travail du Centre des projections et de la programmation économiques. Le paragraphe 4 et l'alinéa *a* du paragraphe 5 s'inspirent du principe selon lequel il est souhaitable que l'intensification des activités des Nations Unies dans le domaine de la planification en vue du développement économique soit obtenue par la coopération de tous les organismes intéressés des Nations Unies et en encourageant l'échange et la diffusion de renseignements sur l'expérience acquise. L'alinéa *b* du paragraphe 5 prend en considération l'importance et l'utilité, reconnues à plusieurs reprises, des projections des tendances économiques mondiales pour indiquer les dimensions des problèmes auxquels devront faire face les pays en voie de développement en vue d'harmoniser leurs plans nationaux avec une évaluation précise des tendances actuelles et futures du commerce international. Quant à l'analyse détaillée par secteur suggérée au paragraphe 7, elle pourrait constituer un domaine important pour les études futures de l'ONU et offrirait en même temps des possibilités d'application pratique immédiate dans un grand nombre de pays en voie de développement. Enfin, les auteurs proposent d'inclure le rapport du groupe d'experts dans la documentation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ils pensent aux parties pertinentes de ce rapport et, d'une façon générale, à la nécessité d'étudier les problèmes du commerce extérieur dans ses rapports avec la planification en vue du développement économique, et à l'intérêt qu'il y aurait de mettre au point des politiques commerciales et économiques internationales qui tiennent compte des plans et des programmes de développement nationaux.

La séance est levée à 12 h 55.